55e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 13 31 MARS 1938

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Dans la Boucle du Niger. — Une Mission florissante. — II. Les origines des ambitions du Japon. — Le programme Tanaka. — Comment le Japon a violé ses engagements de 1922. — III. La résistance chinoise. — Les regrettables infériorités de la Chine. — La hauteur de son moral. — IV. Les souffrances des Missions en Chine — Le P. Jacquinot. — V. Lo-Pa-Hong, l'Ozanam chinois. — Sa charité inépuisable. — VI. Les Marais Pontins, les travaux accomplis dans cette région. — VII. Un tsar autoritaire : Nicolas Ier, 1825-1855. — Les précurseurs de Lénine.

I

Chaque année, la revue *Grands Lacs* publie un n° hors cadre, constituant un véritable volume. Nous avons signalé, en leur temps, les études successives intitulées : *Tornade*, — *Urundi*, — *Sahara*, — *Pie XI-documents*, sans parler du ravissant volume d'Introduction générale : *Au Service des Broussards*. Cette année, le n° à part s'intitule : *Dans la Boucle du Niger*. Il est digne de ses aînés, ce qui n'est pas peu dire. On y trouve des études d'histoire sur l'Empire mossi, d'ethnographie sur la hiérarchie mossi, le peuplement et les races de la région. On y a recueilli d'encourageantes statistiques qui nous apprennent, par exemple, qu'il existe actuellement en Afrique 4508 missionnaires prêtres européens, 2518 frères, 10.033 religieuses, — mais aussi 406 prêtres noirs, 348 frères, 1743 religieuses indigènes, et une véritable armée de catéchistes, exactement 64.652, ce qui représente environ un centième de la population catholique, évaluée en juin 1936 (dernière statistique achevée) à 6.305.846 baptisés, auxquels il conviendrait d'ajouter 2.023.882 catéchumènes. Il semble que ce soit par centaines de mille que chaque année, maintenant, s'accroît l'Eglise naissante d'Afrique. Cela est vraiment admirable.

Il nous a paru intéressant de détacher de ce volume si plein et si instructif ce qui regarde les séminaires. L'avenir d'une mission comme d'un diocèse est dans la formation de la jeunesse cléricale. C'est en se penchant sur les chiffres, d'une part, sur le niveau intellectuel, moral et religieux, d'autre part, de cette jeunesse que l'on peut lire dans les années futures, prévoir les développements de l'apostolat catholique dans une région donnée.

Rappelons que nous sommes ici au Vicariat apostolique d'Ouagadougou. L'évêque du lieu est un vétéran : Mgr Thévenoud a passé toute sa vie sacerdotale dans la mission. Les Pères Blancs n'avaient abordé dans la capitale du pays mossi qu'en 1901 ; or, il y a 35 ans que le P. Thévenoud, qui venait d'être ordonné, y est arrivé lui-même ; ce fut donc un ouvrier de la toute première heure. « Solide, trapu, vrai fils des Allobroges, résistants comme leurs rochers, il était fait pour durer, et il dura. » Son premier stage y fut de 18 ans d'affilée, alors que nombre de ses confrères devaient s'avouer vaincus par le climat équatorial. On peut dire que nul ne connaît comme lui la population indigène, ses origines, son histoire, son caractère, ses coutumes, en un mot sa mentalité. Quand il revint dans sa mission, après un court séjour en Europe, en 1921, il avait reçu la consécration épiscopale. Dès la même année il ouvrait à Ouagadougou une école cléricale pour les fils de chrétiens. Ce fut ensuite, en 1922, la création d'un groupe de Sœurs noires, puis en 1925 celle d'un Petit Séminaire et d'une école de catéchistes. Dans le même temps se poursuivait la construction d'une cathédrale à Ouagadougou. L'évêque est de beaucoup le plus ancien blanc de la région. Les chefs indigènes, dont le plus grand de tous arbore, en pays mossi, le titre fastueux de Mogho Naba, qui rappelle presque celui de Grand-Mogol, lui portent la plus grande déférence, l'aiment et le consultent.

« Les Blancs admirent tout ce qu'il a fait pour le développement du pays, pour l'évolution salutaire de la race, et les services rendus de ce fait à la France. Bien des fois déjà, ils ont eu recours à sa connaissance des questions indigènes, bien des fois ils ont fait appel à son influence. L'an dernier encore, le délégué du Gouverneur général, lors de la bénédiction de la Cathédrale, — heure bien douce pour ce pionnier, — proclamait en termes émus son admiration pour l'œuvre accomplie. Et il y a quelques années, la Légion d'Honneur venait récompenser celui qui sut et sait allier le service de Dieu et du pays. »

Le Vicariat confié aux soins de l'admirable apôtre comprend, d'une part, le pays mossi, divisé en cinq Cercles administratifs : Ouagadougou, Koudougou, Kaya, Tenkodogo en Côte d'Ivoire, Ouahigouya au Soudan, — d'autre part, une longue bande de territoire qui s'étend vers l'est presque jusqu'au Tchad et comprend un certain nombre de Cercles du Soudan français. L'ensemble constitue un immense pays grand comme la France et l'Italie réunies, soit 900.000 km² environ, que peuplent un peu plus de 3 millions d'habitants. Mais cette population est très inégalement répartie. Le pays mossi, à lui seul, compte près de 1.800.000 âmes, alors qu'il n'a que 97.000 km². La capitale mossi, Ouagadougou, n'a pas plus de 3 km. de rayon, et 22.000 habitants. Il y a des cantons où la densité de la population peut presque se compa-

rer à celle de la France, puisqu'elle atteint 50 et même 60 au km². Or, les 11 postes ou missions du Vicariat sont tous en pays mossi. Le reste, dans la direction du Tchad, est encore, du point de vue missionnaire, un *no man's land*, c'est-à-dire terre inoccupée. Les indigènes appartiennent en immense majorité au type *nègre soudanais*, ou nègre pur.

Sur les 1.800.000 habitants du pays mossi, la mission compte, en juin 1937, 14.666 catholiques, en augmentation de 1500 sur l'année pécédente.

Après ces généralités, rendons-nous au Petit Séminaire, installé à Pabré. On y comptait, en 1937, 66 élèves. Il y en a 86 depuis le 1er janvier. Toutes les classes y sont faites de la Sixième à la Rhétorique, et l'importance que l'on attache à la formation des futurs prêtres noirs se marque en ceci que, dans une mission qui n'a que 38 prêtres, il y en a six qui se consacrent au rôle de professeurs au Petit Séminaire. Avant d'entrer dans cette pieuse maison, les enfants sont dégrossis, durant cinq ou six ans, à l'école cléricale d'Ouagadougou, vestibule obligatoire du Séminaire. On y reçoit les bambins entre 6 et 8 ans. La classe y est faite par des religieuses, et aussi par des moniteurs indigènes. Les négrillons apprennent le français. Pour l'orthographe, l'analyse, les conjugaisons, ils pourraient rivaliser avec leurs camarades de France. Ils ont pourtant quelques difficultés de prononciation pour certains sons : S et Ch, é et è, J et Z, qu'ils confondent aisément. Ils ont aussi plus de peine à mordre aux mathématiques, à l'histoire, à la géographie. Dès qu'il faut chercher la solution d'un problème, raisonner, abstraire, l'enfant noir est perdu. Les bras croisés devant son cahier, ou la tête nonchalamment appuyée, le petit bonhomme déclare, sans se troubler : « Je ne sais pas faire ça !... » En définitive, l'école cléricale sert, comme en France, à opérer la nécessaire sélection. Sur les enfants qui s'y trouvent, à peine un tiers sont jugés dignes de passer au Petit Séminaire, lorsqu'ils savent faire une dictée moyenne sans faute, et résoudre les problèmes élémentaires d'arithmétique.

Pour les deux autres tiers, il va sans dire que leur séjour à l'école n'a pas été inutile, loin de là. L'école les transforme, elle les délivre surtout de l'état habituel de crainte où l'éducation brutale des parents païens les maintenait jusqu'ici. Qu'il soit permis de citer ici, à ce propos, les remarques d'un Européen de passage :

« J'ignorais, dit-il, l'endroit exact du campement, lorsque, avisant une demi-douzaine de gamins sur le bord de la route, je stoppe et m'avance vers eux. Mais toute la bande, telle une envolée de moineaux, s'éparpille dans la brousse. J'appelle, je fais des signes, je rassure, mais en vain. Comme le chien de Jean de Nivelles, ils fuient quand on les appelle ! C'est alors que d'un buisson surgit une frimousse noire qui, riant aux éclats, accourt de mon côté : « Monsieur, me dit-il, après m'avoir salué, c'est inutile de les appeler, ils ont peur, mais si vous voulez quelque chose, je suis là. — Peux-tu m'indiquer où se trouve le campement ? — C'est tout près, Monsieur, sur le bord de la route, à droite, je vais vous y conduire. — Parfait, mon garçon, grimpe à côté de moi et en route. » Pendant que la voiture démarre, la conversation s'engage : « Et alors, mon petit bonhomme, tu n'as pas peur de moi ? — Oh non ! Monsieur », répond l'enfant d'un ton assuré. — « Et pourquoi tes petits compagnons ont-ils pris la fuite à mon approche ? — C'est qu'ils ne sont pas habitués, Monsieur, *ils ne vont pas à l'école*. — C'est donc à l'école que tu as si bien appris à tirer les gens d'embarras ? — Oui, Monsieur,... et à l'école de la mission, car je suis chrétien. » Joignant le geste à la parole, l'enfant désignait, non sans quelque fierté, une petite croix suspendue à son cou. »

L'enfant est donc lui-même sensible au bienfait de l'école.

Lorsqu'il est suffisamment bien doué, il fait partie de la caravane que l'on transporte, après l'examen final, en camion d'Ouagadougou à Pabré.

Au Petit Séminaire on commence l'étude du latin dès la Sixième. Les élèves travaillent beaucoup, si l'on tient compte du climat. Ils ont chaque semaine 21 heures de classes et presqu'autant d'études. Jérôme Tharaud, le célèbre romancier, visitant la maison en mars 1929, aperçut quelques élèves en train de lire ou d'écrire pendant une récréation. Ils le faisaient librement et d'eux-mêmes. Il en fut frappé et dit : « Voilà ce que je voulais savoir, si un indigène s'occupe d'études en dehors de toute contrainte. »

Naturellement, les matières pour lesquelles, à l'école cléricale, les enfants montraient le moins d'aptitudes sont encore pour eux, quand ils ont grandi, des pierres d'achoppement : les mathématiques et la géographie surtout. Mais pour le français et le latin, qui sont les deux branches les plus importantes eu égard à leur vocation future, ils donnent en général de grandes satisfactions. Les séances récréatives, qui ont lieu à l'occasion des fêtes, montrent que, pour le chant et le théâtre, les séminaristes ont de la souplesse, du naturel, de l'entrain. Ils ont représenté de la sorte de très belles pièces, dont les titres seuls prouvent comment ces petits négrillons sont introduits dans la grande famille culturelle gréco-romano-chrétienne : *Les Flavius*, — *Vercingétorix*, — *Tolbiac*. Un inspecteur des Colonies, M. Sol, écrivait à ce propos, le 27 mai 1932, à Mgr Thévenoud :

« Je ne saurais omettre de vous dire l'heureux souvenir que nous gardons de notre passage à Pabré et de vous remercier encore de l'accueil que vous nous avez réservé. Je ne vous ai pas caché, Monseigneur, la surprise émerveillée que m'ont causée l'organisation de votre établissement et les étonnants résultats qu'obtiennent lse professeurs, à qui je vous serais reconnaissant de vouloir bien transmettre mes compliments les plus chaleureux. »

Le règlement de la maison est fondé sur la confiance. Les petits seuls ont besoin de surveillance ; les grands savent travailler sans cela. Tous les enfants se sentent traités comme en famille et savent le dire, lorsque, pour une raison ou une autre, ils sont contraints de s'éloigner pour quelque temps.

En principe, ils ne passent plus les vacances chez eux ; on a dû y renoncer, soit à cause de la dépense, soit en raison des périls que courait la vocation des élèves, replacés dans un milieu encore si peu chrétien. Il y a cependant de nombreuses relâches au séminaire : toutes les semaines, promenade, le jeudi et le dimanche ; le troisième jeudi de chaque mois, congé toute la journée. Les élèves s'emploient à de petits travaux de couture, de jardinage, ou bien ils sortent par groupes de trois, vont faire un tour dans la brousse, ou sur les ter-

rains de jeux situés à 3 km. à l'ouest de la maison. Il y a en outre six semaines de vacances avant Pâques et autant après le 15 août. Les Pères, qui auraient pourtant besoin de détente, eux aussi, après une année d'études, se consacrent encore à leurs enfants. Il y a des promenades, des jeux, sans que le contact avec les études soit entièrement perdu.

C'est à la formation morale que l'on s'applique surtout. Les noirs sont sujets au découragement. Tous les enfants, de quelque couleur qu'ils soient, n'en sont-ils pas un peu là ? Ce sont des horloges qu'il faut remonter souvent. Il faut soutenir les efforts, veiller sans trêve, obliger ces jeunes âmes à se surmonter, à se dépasser sans cesse, combattre la nonchalance, chez eux hélas ! atavique. Les résultats sont parfois très beaux. Un élève de Quatrième, mort en 1933, fit la plus belle fin que l'on puisse imaginer. On trouve fréquemment dans les devoirs des séminaristes des réflexions émouvantes, qui attestent leur esprit de foi et qui sont bien faites pour consoler leurs professeurs et leur prouver que leurs efforts ne sont pas inutiles.

Les séminaristes sont entièrement entretenus par la Mission ; les parents ne donnent aucune rétribution. Ils portent un uniforme de couleur foncée, pour la semaine, et claire, pour le dimanche. Ils sont nourris à la mode mossi. C'est le *saghabo*, bouillie de farine de mil, que l'on mange avec une sauce, qui forme la base de l'alimentation. Mais, dans l'ensemble, ils sont beaucoup mieux nourris qu'ils ne l'auraient été chez eux, et cela est nécessaire en raison de l'effort qui leur est demandé, à l'âge de la croissance physique. Les dimanches et jours de fêtes, ils ont de la viande et parfois de la bière indigène dont ils se montrent très friands. Les malades sont rares, preuve de l'excellence du régime. Chaque soir, les élèves ont, après la classe qui finit à 4 h. 1/2, 35 minutes de travaux manuels, grâce auxquels ils apprennent la propreté et tout ce petit « bricolage » qui est si utile dans l'entretien d'une maison.

Il va sans dire que c'est du côté de la piété surnaturelle que portent tous les efforts des formateurs du Petit Séminaire. Tous les jours, les prières, la méditation, la sainte messe, le chapelet, la visite au Saint-Sacrement, chaque semaine la confession. Chez les grands, la direction spirituelle une fois par mois. Ce sont là des moyens d'une efficacité éprouvée, mais dont la puissance dépend en partie de ceux qui les emploient. « Sous ce rapport, rien ne fait défaut. Et on pense que la piété est profonde sans sensiblerie. » Toutes les semaines, pour inviter les élèves à donner à leur travail une orientation surnaturelle, on leur propose une intention, comme il se fait dans l'Apostolat de la Prière ; cette intention est généralement une intention missionnaire.

Dans les conditions qui viennent d'être précisées, c'est avec confiance que l'on peut envisager l'avenir du jeune diocèse d'Ouagadougou. Sans doute, il n'y avait encore, au 1er janvier 1938, que 14 élèves au Grand Séminaire, mais de grands espoirs sont permis pour les années prochaines. Il est bien entendu que l'on ne répétera jamais assez la parole de S. S. Pie XI : « Une chrétienté n'est fondée que lorsqu'elle a son clergé et ses religieuses indigènes. »

II

Le travail qui se fait aux Missions, et dont nous venons de fournir un exemple restreint, est assurément ce qui plaide le plus puissamment devant Dieu pour la vieille Europe, si divisée, hélas ! si inquiète, si menacée même. C'est à elle qu'il nous faut revenir maintenant. Les événements en effet se précipitent à une allure si rapide que l'on a peine à les suivre. Il semble qu'ils donnent de plus en plus raison aux prévisions que nous avons, à maintes reprises, mais sous notre seule responsabilité, essayé d'esquisser ici-même.

Nous persistons à croire que la clé des problèmes qui se posent actuellement tout près de nous se trouve en Extrême-Orient. Nous avons dit, dans notre Causerie du 23 septembre 1937, puis dans celle du 3 février 1938, toute la gravité du conflit sino-nippon. Là-bas, ce n'est pas seulement le sort de la Chine qui est en jeu, c'est aussi celui de l'Europe, celui de la race blanche, celui du droit international, qui nous semble outrageusement violé par les attentats de l'insatiable Japon. Ce que nous avons dit et devons redire encore, c'est que les ambitions injustes de l'agresseur sont là-bas facilitées, encouragées, favorisées par la constitution en Europe de deux blocs opposés, mis aux prises surtout par le tragique conflit espagnol.

Au moment où l'Angleterre éprouve le besoin de refaire, dans la mesure du possible, un peu d'unité en Europe, avant de procéder à une *reconstruction*, devenue indispensable [1], de la Société des Nations, il nous sera bon, sans doute, de reprendre par ses origines la guerre sino-nippone, en nous servant pour cela, conformément au principe de ces modestes études qui ne sont que des « causeries sur les Revues », des notes réunies par M. Henri Brenier dans les *Etudes* des 5 et 20 février 1938.

L'auteur de ces exposés remarquables observe en premier lieu qu'il y a là-bas deux facteurs en présence : l'impérialisme japonais d'une part, la résistance chinoise d'autre part, et « une inconnue », le facteur russe. Mais il se hâte d'ajouter : « Un quatrième facteur : le rôle (les fautes et la carence) des Blancs mériterait, par sa complexité, d'être l'objet d'une étude distincte, dont la publication paraît encore prématurée. »

Que dire en premier lieu de *l'impérialisme japonais ?* On sait qu'il remonte fort loin. Ce n'est pas seulement depuis que le communisme est vainqueur en Russie et menace de s'étendre en Chine que le Japon, comme il voudrait le faire croire actuellement, nourrit de redoutables aspirations en Asie. Pour l'admettre il faudrait oublier la guerre russo-japonaise de 1905. Les récentes déclarations de l'amiral Suyetsugu, ministre de l'Intérieur japonais, ont assez laissé voir, malgré de tardifs démentis, que ce n'est pas seulement au communisme que le Japon en veut, mais à la race blanche elle-même.

On a beaucoup parlé, ces temps-ci, du fameux « Mémorial » Tanaka. Pour ceux qui l'auraient oublié, rappelons qu'il s'agit du programme soumis par ce personnage à l'empereur japonais : en pre

[1] Les derniers débats parlementaires, tant à Londres qu'à Paris, n'ont que trop montré la déplorable impuissance de la S. D. N. dans son organisation actuelle.

mier lieu, dominer la Chine, — en second lieu, l'Asie, — en troisième lieu, l'univers. M. Brenier est convaincu que ce Mémorial n'est pas authentique : « Il suffit de l'avoir lu, écrit-il, pour en être convaincu. Le « ton » de ce prétendu rapport présenté à l'empereur du Japon est invraisemblable. Telle phrase, celle notamment où il est question de la domination japonaise « sur le monde entier », ne l'est pas moins, si orgueilleuse que soit une partie de ce peuple, notamment la caste militaire, exaltée par d'incontestables succès. »

Ce programme Tanaka aurait été publié, en 1925, par des nationalistes chinois dans le *China Critic*, republié et distribué à profusion, quelque temps après, par le *World Peace Movement* de New-York, avec un sous-titre destiné à faire sensation : « Le dessein secret du Japon pour la conquête de la Chine, aussi bien que des Etats-Unis et du reste du monde. »

« Mais, ajoute M. Brenier, si le Mémorial lui-même est certainement un faux, on ne peut contester — l'événement l'a prouvé — la réalité de la plus grande partie du Plan qu'il révélait, au moins en ce qui concerne la Mandchourie, la Chine et même l'Asie. »

Les nationalistes chinois n'ont donc pas inventé de toutes pièces le plan Tanaka. Ils ont fait état des idées qu'ils avaient pu noter dans les milieux japonais : les étudiants chinois se rendaient en nombre au Japon, vers 1925, comme au temps où le fameux Sun-Yat-Sen, le « Père de la République », y était accueilli.

M. Henri Brenier fait observer en effet avec raison que le Japon fut le premier à encourager les projets de révolution de Sun-Yat-Sen. Mieux que personne il peut parler de cela, car il fut mêlé aux événements.

« C'est, dit-il, du Japon qu'arrivait Sun-Yat-Sen, quand j'ai eu l'occasion d'avoir une longue conversation avec lui, au début de 1899 ou 1900, à Saïgon, sur la demande de M. le gouverneur général Paul Doumer. Sun venait demander à ce dernier de l'aider à reprendre le mouvement révolutionnaire qui avait échoué en 1895, à Canton. »

Et M. Brenier ajoute : « Je raconterai quelque jour cette histoire. »

Le *plan Tanaka* a donc une réalité. La Chine ne pouvait pas oublier les 21 demandes présentées le 18 janvier 1915, à la faveur de la Grande Guerre, par le Japon à Yuan-Che-Kaï, alors président de la Chine du Nord et aspirant au trône impérial, et que celui-ci, à la suite d'un ultimatum, avait dû accepter, le 9 mai suivant. Si le Japon n'a pas insisté alors sur l'accomplissement de certaines clauses, en raison de la victoire des alliés et de la pression qui fut exercée sur lui, il n'en est pas moins vrai que ses demandes aboutissaient en fait à une sorte de protectorat sur la Chine. Il n'était pas encore question alors du communisme. Et la seule présentation de l'ultimatum à la Chine indiquait assez les visées que le Japon nourrissait dès ce moment, ne fût-ce que sur la Mandchourie et la Chine du nord.

Quand la Russie tomba dans le communisme, elle usa d'une intense propagande pour étendre son influence sur la Chine. En septembre 1924, paraissait en Russie le manifeste de la Fédération de la *Chine intangible*, commenté par Radek, qui s'occupait alors d'une école spéciale de propagandistes pour l'Asie. A Pékin s'agitait l'ambassadeur soviétique Karakhan. Le fameux Borodine et Galen-Blücher préparaient à Canton la campagne des sudistes contre les nordistes et développaient le mouvement communiste chinois. Dès lors, le Japon se posa en adversaire du communisme, en défenseur de la civilisation, tout en aidant sous main certains mouvements communistes locaux, pour se créer des prétextes à interventions.

L'Empire nippon avait cependant donné des gages qui semblaient sûrs. Il avait signé, le 6 février 1922, ce qu'on avait appelé le *Traité des Neuf Puissances :* Etats-Unis, Belgique, Empire britannique, Chine, France, Italie, Japon, Pays-Bas et Portugal. Les premiers articles de cette convention soulignent avec force les torts du Japon dans la lutte actuelle. Relisons-les :

« Les puissances contractantes, autres que la Chine, conviennent : 1° de respecter la souveraineté et l'indépendance territoriale et administrative de la Chine ; — 2° d'offrir à la Chine, de la manière la plus complète et la plus libre d'entraves, la possibilité de s'assurer les avantages permanents d'un gouvernement stable et efficace ; — 3° d'user de leur influence en vue d'établir effectivement et de maintenir en application, sur tout le territoire de la Chine, le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ; — 4° de s'abstenir de tirer avantage des circonstances en Chine pour rechercher des droits ou privilèges spéciaux, susceptibles de porter atteinte aux droits des ressortissants d'Etats amis. Elles s'abstiendront également de favoriser toute action constituant une menace pour la sécurité desdits Etats amis. »

Et la suite ne faisait que confirmer ces premiers points. Il semblait donc bien que l'on pût dire alors, comme il nous est arrivé de le dire nous-mêmes, il y a plusieurs années, que le Japon représentait, en Extrême-Orient, une volonté d'ordre en face d'une Russie semeuse de désordre et de révolution. Mais les choses ont bien changé depuis le conflit espagnol, et même avant cette date. Ce fut en invoquant les articles précités que la Société des Nations tenta, en 1931, d'obtenir du Japon l' « évacuation » des territoires occupés par lui en Mandchourie. Ce fut encore au nom de ces engagements que les Puissances signataires des accords de Washington se réunirent, fin novembre 1937, à Bruxelles, pour faire cesser les hostilités déclenchées en juillet précédent sans aucune déclaration de guerre. Et le fait même de cette absence de déclaration de guerre n'est peut-être qu'un aveu indirect du Japon des promesses qu'il avait faites en 1922. Cela prouve à quel point les textes sont actuellement méprisés par les nations de proie.

Peut-on invoquer, en faveur du Japon, le cas de « force majeure » ? Est-il permis de substituer, selon les juristes hitlériens, le *droit vital* au *droit des paragraphes ?* Evidemment non ! Le prétendu *droit vital* d'Hitler n'est qu'un autre nom de la *primauté de la force*. Le dédain que l'on affecte envers le *droit des paragraphes* n'est rien de plus que la réédition de la théorie des *chiffons de papier*. Quand on essaie de nous dire que « nécessité ne connaît pas de loi », cela revient à affirmer qu'entre les peuples il n'existe pas de possibilités de relations juridiques, car c'est justement pour les « cas de nécessité » que les traités sont signés. En de-

hors de ces cas, en effet, ils ne servent à rien du tout. Assurément, le Japon a une population débordante : elle atteint environ 94 millions d'habitants, dont 70 millions de Japonais authentiques et groupés, soit près de deux fois la population de la France, si l'on fait abstraction des étrangers, si nombreux chez nous. Mais, avant de se jeter sur la Chine, le Japon a-t-il sérieusement essayé d'utiliser les immenses territoires qu'il possède déjà ? On ne compte guère jusqu'ici que 500.000 Japonais en Corée, sur 20 millions de Coréens ; 186.700 Japonais, mélangés de Coréens, dans la zone spéciale du Chemin de fer sud-mandchourien, hérité de la Russie ; 624.400 Japonais, mélangés encore de Coréens, en Mandchourie proprement dite. Il est question d'une politique réelle de peuplement japonais dans ce dernier pays. Une société a été formée, avec l'appui pécuniaire du gouvernement nippon, pour l'envoi, à partir de la présente année et durant 10 ans, de 50.000 jeunes Japonais par an, dans des régions reconnues d'avance, où ils commenceront par recevoir, dans des fermes d'essais et avec l'aide de spécialistes, la formation agricole nécessaire pour tirer le meilleur parti des nouveaux territoires et des cultures qui y sont possibles, sans faire concurrence à celles des îles japonaises proprement dites. Le Mandchoukouo représente, selon les relevés les plus récents, 837.400 km², sur lesquels il y a, au bas mot, 33 millions d'hectares cultivables, alors que la France n'en compte que 22 1/2.

L'excès de population non seulement ne donne aucun droit au Japon sur la Chine, mais n'explique pas, à lui seul, sa violente politique d'aujourd'hui, à moins que l'on ne revienne encore à l'inadmissible droit de la force.

M. Brenier observe pourtant, avec justesse, que l'Europe n'a que trop souvent donné l'exemple d'ambitions déraisonnables et que le Japon peut invoquer des précédents trop nombreux. Dès 1895, au traité de Shimonoseki, le Japon avait été contraint, sous la triple pression « amicale » de la Russie, de la France et de l'Allemagne, de rendre la péninsule de Liao-Tong. Et c'était bien, si, un an seulement plus tard, la Russie, sans aucun droit, ne s'était fait octroyer le privilège de construire le chemin de fer transmandchourien, et ne s'était finalement établie, en 1898, dans la même presqu'île de Liao-Tong d'où l'on avait fait partir les Japonais trois ans plus tôt. De même, l'Allemagne, en 1898, s'établissait à Tsing-Tao, dans la baie de Kiao-Tchéou, la France, un peu après, à Kouang-Tchéou-Wan et l'Angleterre à Weï-haï-Weï.

La guerre russo-japonaise de 1904-1905 avait bien été causée par les envahissements russes en Mandchourie. Or, même après l'éclatante victoire japonaise, les puissances européennes intervinrent au traité de Portsmouth, du 5 septembre 1905, pour limiter les avantages obtenus par le vainqueur. Enfin, après le traité de Versailles, le Japon a estimé, sans raison, il est vrai, qu'il était du nombre des puissances mal récompensées de leurs sacrifices à la cause commune.

« Pour en revenir à l'impérialisme japonais, dit M. Brenier, on ne comprend rien à ce qui se passe sur les bords du Pacifique,... si l'on ne tient pas compte de la rancœur que tous les faits que nous venons de passer en revue ont laissée dans l'âme d'un peuple fier, et même incroyablement orgueilleux, de ses progrès et de son histoire. »

Dans l'avant-propos de son livre intitulé : *Oasis interdites*, une vaillante exploratrice genevoise, Mlle Ella Maillart, a noté « la haine dont lui ont paru animés contre les Blancs les soldats japonais rencontrés en 1935 dans le nord de la Mandchourie. » Et si M. Brenier estime que le mot de « haine » est peut-être un peu fort, bien que la troupe japonaise soit extrêmement brutale, comme le prouvent assez les événements de Chine, il reconnaît que « l'hostilité » en tout cas est certaine.

III

En face de ce Japon envahissant, auprès duquel la race blanche a perdu tout prestige et que les malheureuses divisions de l'Europe laissent libre de réaliser des desseins que l'on devine formidables, sans pouvoir en percer l'obscurité voulue, il faut essayer de poser la Chine, en notant, avec M. Brenier, qu' « il n'est que juste de le faire avec la sympathie réelle que mérite toujours une nation attaquée et envahie. »

Actuellement, les succès du Japon se sont affirmés dans deux directions différentes : au nord et au centre de la Chine. Au nord, les Japonais se sont emparés du Jehol, qui est un appendice de la Mandchourie, et des provinces mongoles du Tchahar, du Soueï Yuen, et même d'une partie du Ningh-hia, où ils encouragent le nationalisme mongol. Ils visent très probablement à reproduire le coup du Mandchoukouo, c'est-à-dire à créer un ou plusieurs Etats nouveaux, soi-disant indépendants, mais qui seront pratiquement sous leur entière domination, et auxquels ils auront l'art de donner des souverains aux apparences légitimes.

De fait, dans cette région de la Mongolie, ils agissent de concert avec un des chefs, le prince Teh Wang, et ils cherchent à fédérer des tribus mongoles contre la Mongolie « extérieure » soviétique, dont le centre est Oulan-Bator.

La conquête de la Mongolie « intérieure », de faible intérêt économique, est au contraire de très grand intérêt stratégique. Elle fournit en effet une base excellente pour barrer la route à une offensive venant du nord. L'histoire atteste que la possession du Jehol, de la Mandchourie et de la Mongolie intérieure permet de dominer toute la vaste plaine du nord de la Chine, de la Grande-Muraille au Fleuve bleu. Cette plaine est plus grande que la France et trois fois plus peuplée qu'elle : 114 millions d'habitants. C'est dire à quel point elle est fertile. Mais elle est aussi extrêmement riche en minerai de fer, de cuivre, de plomb argentifère, d'or, et surtout en charbon. Le célèbre voyageur allemand Richthoffen estimait que les mines de houille situées entre le Ho-Peï et le Chan-Si sont les plus riches du monde. Il exagérait, semble-t-il, mais il reste qu'elles sont fort importantes.

Dans cette première direction, les Japonais se sont avancés jusqu'à la capitale du Chan-Si, Taï-Yuan-Fou, ce qui leur permet de surveiller les communistes du Kan-Sou, plus à l'ouest, et du Turkestan chinois, appuyés probablement par les Soviets.

Dans la seconde direction, ils ont frappé des coups encore bien plus retentissants, au moins

pour nos oreilles européennes. Ils se sont emparés de Shanghaï, la capitale économique de la Chine, qui compte 3 millions et demi d'habitants. Un mois plus tard, ils sont entrés à Nankin, la capitale politique.

« Outre son effet moral, dit M. Brenier, cette dernière prise leur a permis de ***boucher l'entrée** du Yang-tsé*, c'est-à-dire d'asphyxier la Chine intérieure, qui respire par cette énorme trachée artère. En dehors du fleuve, la seule grande voie de communication est le chemin de fer de Canton à Hankéou (1177 kil.), terminé depuis un an, mais exposé à des bombardements continuels par avions, particulièrement vulnérable à son terminus maritime et sur lequel le transit est dès à présent difficile. »

L'armée d'invasion est ainsi installée au cœur des régions les plus riches de la Chine. Elle peut vivre sur le pays. Son ravitaillement paraît assuré, et c'est là un point capital. En outre, les Nippons profitent librement des recettes des douanes chinoises de Tien-Tsin et des autres ports du nord, sans oublier le droit de regard qu'ils se sont attribué sur les douanes de Shanghaï.

Dès maintenant, il est certain que la Chine est sous la coupe de l'étranger et qu'elle paye de rudes contributions.

Pourtant, n'exagérons rien. Toutes les provinces indiquées plus haut ne sont pas réellement occupées par les Japonais. Il s'agit de régions immenses. Là où se trouvent les troupes nippones, elles sont maîtresses ; mais derrière elles, sur leurs flancs et devant elles, on constate une résistance chinoise très forte. Dans de vastes parties du territoire conquis, les « isolés » chinois multiplient les coups de main. Il existe une sorte de *guérilla* très harassante pour l'envahisseur. Il est sûr que le morceau sera dur et long à digérer et cela donne quelque espoir pour l'avenir de la Chine. Les Japonais sont contraints de se borner à assurer le contrôle des chemins de fer, la sécurité militaire sur les routes de l'arrière, au moyen de patrouilles motorisées, et l'occupation des points stratégiques.

La bataille la plus importante se déroule dans les quatre provinces du Shan-Tung, du Ho-Nan, du Ngan-Hoeï et du Kiang-Sou.

Dans cette résistance acharnée, que représente l'armée chinoise ? Sur le papier, elle était évaluée, en 1936, par le *China Year-Book*, source inépuisable de renseignements sur la Chine, à 2.370.770 hommes, sans compter les forces communistes, ni les troupes du Yun-Nan et du Shan-Tung. L'armée *nationale* proprement dite aurait compté 1.676.000 hommes. Mais il est impossible de savoir exactement le nombre d'hommes plus ou moins armés et surtout exercés dont pouvait disposer la Chine Certains régiments se sont admirablement battus. Les Japonais en ont fait l'expérience durant les trois premiers mois de la guerre. Mais depuis la chute de Shanghaï, le 12 novembre 1937, il s'est produit un fléchissement. Les officiers allemands qui étaient les instructeurs de l'armée de Tchang-Kaï-Tchek avaient préparé plusieurs lignes de repli. Les Japonais les ont toutes tournées ou forcées. Ils ont su employer, en dehors de leurs navires de guerre, d'innombrables bateaux de pêche, à moteurs Diesel, pour transporter leurs troupes, là où les grosses unités ne pouvaient pénétrer. Dans le nord, les troupes chinoises n'ont opposé qu'une faible résistance, sauf au Shan-Tung.

Le soldat chinois se montre, dans l'ensemble, nettement inférieur à son rival japonais. Sans doute, il est dur à la fatigue ; il est capable, comme la masse paysanne d'où il est issu, de beaucoup souffrir ; il ne craint pas la mort. Et l'on assure qu'au moins dans les troupes d'élite, il s'est corrigé du vice de l'opium auquel l'encourageait l'exemple de ses chefs. Mais il est moins entraîné que le petit Jap, qui passe une grande partie de son service militaire en exercices sur le terrain. De plus, le soldat chinois, en général, est un illettré, tandis que chez les recrues japonaises l'analphabétisme ne dépasse pas, dit-on, 0,37 %, ce qui est un record, croyons-nous, dans les armées mondiales et ce que nous pourrions envier en France. Le soldat nippon est entraîné même à lire la carte : « La prompte progression nippone entre Shanghaï et Wouhou, au sud-ouest de Nankin, à travers des régions montagneuses, ne s'explique que grâce à l'usage par la troupe elle-même de cartes du pays. Des soldats chinois seraient incapables de cette lecture ; d'autre part, ils ne sont pas toujours disciplinés. »

Enfin M. Brenier, sans vouloir rien dire de désagréable à un peuple malheureux et qui mérite notre respect, est bien obligé de constater que, dans le domaine technique, « aucune comparaison n'est possible entre les officiers chinois et les officiers japonais, soit dans les unités combattantes, et surtout dans les grades supérieurs, soit dans l'état-major. »

L'entraînement militaire a souffert en Chine de la situation désordonnée où elle a vécu, en beaucoup de ses parties, pendant plus de 15 ans, 1912-1927. On croirait que la guerre civile aurait dû multiplier les talents tactiques ou stratégiques. Il n'en est rien. Les généraux ou gouverneurs de provinces, — les *Tou Kiouns*, — se sont constamment combattus, il est vrai, mais cela représentait principalement des marches et contre-marches, des effets de surprises, des escarmouches et des ... marchandages. En outre, la discipline était faible. La guerre comportait surtout le pillage du paysan, alternativement dépouillé par les soldats et par les « brigands », qui souvent n'étaient que des soldats débandés ou non payés. On a calculé que le nombre des petites guerres qui ont déchiré les 18 provinces de Chine, depuis 1911, a dépassé le chiffre de 400 Ajoutez à cela dix ans d'hostilité entre le parti nationaliste — *Kouo Min Tang* — et les communistes, à partir du « renversement de la vapeur » opéré par Tchang-Kaï-Tchek. Mais, là non plus, il n'y a jamais eu de batailles proprement dites, capables d'engendrer une véritable expérience de la grande guerre moderne.

Et il y a aussi la question du *matériel*. A ce point de vue également, la supériorité des Japonais paraît indiscutable et même extrêmement marquée. Leur matériel est fabriqué chez eux, il est donc homogène, les officiers et les soldats chargés de s'en servir le connaissent de longue date, ce qui est capital pour en tirer le profit maximum. Cela est vrai surtout des avions et de tous les instruments dont ils sont équipés. Chez les Chinois, au contraire, le matériel est forcément hétéroclite. Il vient de partout, il est moins abondant,

moins perfectionné. Les Chinois, en outre, ont perdu déjà cinq de leurs plus grands arsenaux de guerre : Taï Yuan, au Shan Si, — Tsi-Nan au Shan Tung, — Nankin et Shanghaï au Kiang Sou, — Hang-Tchéou au Tché-Kiang. Il leur reste celui de Han-Yang, qui est très important et qui utilise les hauts fourneaux de la grande mine de fer de Ta-Yeh, commanditée en grande partie, jusqu'à la guerre, par des Japonais, qui étaient aussi les gros acheteurs des minerais, et le charbon du Hou-Nan. Ils ont aussi l'arsenal de Kung-hien, sur le fleuve Jaune, dans la province de Ho-Nan, non loin d'une région également riche en fer et en charbon. Les autres arsenaux ou sont moins bien fournis, ou sont sous la menace de bombardements par avions, ou sont privés de minerai et de charbon. Les Chinois peuvent acheter à l'étranger. Souvent les mêmes fournisseurs vendent à la fois aux deux adversaires en présence. Mais le matériel ainsi fourni ne fait d'autre part qu'accroître la confusion des armes dans les rangs chinois. Il en est de même de l'appel aux officiers et techniciens étrangers. L'unité de direction de la guerre ne peut qu'en souffrir.

Reste *le moral*. Il n'en faut pas méconnaître l'importance. C'est même là, pour un peuple digne de ce nom, un facteur décisif. M. Brenier, qui est ancien directeur de la Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine, connaît fort bien ce dont il parle. Il atteste que le réveil du patriotisme chinois est bien une puissante réalité. La manière brutale de faire la guerre, chez les Japonais, ne peut qu'en accroître l'ardeur et faire grandir la haine du Japon.

Nous avons nommé tout à l'heure le *Kouo Min Tang* ou Parti nationaliste. Il représente ce que l'on a parfois nommé la « jeune Chine ». Il se donne comme le véritable héritier du fameux Sun-Yat-Sen, le Père de la République. Son premier manifeste date de 1922, trois ans avant la mort de Sun-Yat-Sen. Sans doute, il a tout de suite manifesté des tendances divergentes. Il n'y a pas d'assemblée libre au monde qui échappe à cette loi. (Nous disons bien *assemblée libre*, car au Reichstag hitlérien, comme on a pu le voir encore au 20 février dernier, tout se fait par ordre, toute l'assistance applaudit, sourit, rit et acclame à point nommé et unanimement). Le *Kouo Min Tang* a connu de bonne heure une droite et une gauche. Cette dernière a même souvent pris des airs socialisants ou communisants. Mais Tchang-Kaï-Tchek, après avoir vaincu les généraux nordistes avec l'aide des Russes, s'est libéré de cette emprise soviétique et s'est attaché bravement à la grande œuvre de l'unification chinoise. Converti au protestantisme, il s'est montré tout à fait opposé au communisme. On se souvient qu'il fut fait prisonnier à Si-Nang-Fou, en 1936, par un de ses généraux rebelles. Le bruit courut alors que les communistes l'avaient ensuite fait libérer, fin décembre 1936, après l'avoir contraint d'adhérer à leur programme antijaponais

Mais Tchang-Kaï-Tchek et sa femme — une sœur de la seconde femme de Sun-Yat-Sen — ont publié en février 1937 un livre intitulé *La Chine à la Croisée des Chemins*. Ce livre contient le journal de la captivité du maréchal, avec des citations de la Bible, dont la lecture le consolait et le fortifiait alors. Il y déclare, en termes formels, qu'il n'a pas accepté les huit points que les mutins voulaient lui imposer et qui contenaient une discrète allusion au Japon. Mais si le prisonnier repoussa courageusement toute discussion sous la contrainte, il est sûr qu'il ne se refusa pas à un examen sérieux des revendications des rebelles, à condition d'être libéré d'abord. De fait, il fut reconduit à Nankin par le chef de l'armée qui l'avait capturé et dans l'aréoplane de celui-ci.

Or, dans son livre, Tchang-Kaï-Chek continue à se montrer très anticommuniste. Cela n'a pas empêché le Japon de prendre prétexte du rapprochement entre les communistes et le maréchal pour entamer la présente guerre, en juillet dernier. Mais il est clair que le Japon avait deux raisons de se hâter : 1° il voulait profiter des embarras créés en Europe par la guerre d'Espagne, par la formation de l'axe Rome-Berlin, par l'opposition des deux blocs idéologiques ; — 2° il entendait ne pas attendre que le travail d'unification de la Chine fût plus avancé. — Et nous avons ajouté, dans nos précédentes Causeries, une troisième raison qui nous semble avoir été de toute première importance, à savoir, que le Japon voyait la Russie, la grande puissance asiatique traditionnellement opposée à ses ambitions, affaiblie par les exécutions massives de diplomates et de chefs d'armée, engagée du reste dans le conflit espagnol par de grosses livraisons de matériel et par des envois de renforts.

Mais le Japon doit s'apercevoir qu'il a sous-estimé la valeur de son adversaire. Tchang-Kaï-Chek s'est révélé un grand chef. En dépit de l'infériorité de ses moyens, il a su diriger la résistance avec une vigueur, un patriotisme, une ténacité que rien jusqu'ici n'a pu faire fléchir. Il a pris nettement le parti héroïque de la lutte à outrance. Les communistes se sont ralliés pleinement à lui. Par une déclaration du 22 septembre 1937, ils ont affirmé leur volonté d' « abandonner les méthodes de violence ayant pour but de renverser le gouvernement du *Kouo Min Tang*, de créer un mouvement communiste et d'obtenir la redistribution des terres par la force. » Cette adhésion au mouvement national, bien qu'accompagnée de certaines réserves, a rétabli, pour une large part, l'unité en Chine.

De plus, cette unité elle-même, que renforce la violence des armées japonaises, possède, depuis quelques années, un idéal commun, ce qu'on appelle « la Vie nouvelle. » L'*Ami* a déjà eu l'occasion de parler de ce mouvement et de le définir [2]. Rappelons seulement qu'à travers des prescriptions un peu naïves, mais non inutiles, sur la propreté et l'hygiène, il a comme base le retour aux « antiques vertus chinoises, » qui sont aussi des vertus chrétiennes, parce qu'elles sont de grandes vertus humaines : la sincérité, l'esprit de justice, l'honnêteté, le respect de soi-même. Quand on songe que, il y a dix ans, les sudistes du Kouo Min Tang répudiaient Confucius, à qui on ne peut refuser quelque

[2] Voir *Ami* du 23 sept. 1937, p. 573. Nous disions nettement : « Si, il y a dix ans, on devait représenter le Japon comme un grand facteur d'ordre et un rempart indispensable contre le bolchévisme, aujourd'hui on n'en peut plus dire autant, et l'Européen intelligent et croyant devra modifier sa position d'esprit du tout au tout... » Et notre conclusion était que l'Europe ne devait pas laisser écraser la Chine, ce qui impliquait d'abord le rétablissement de l'unité dans son sein. Plus que jamais, c'est notre avis.

valeur philosophique et morale, il est certain que « la Vie nouvelle », qui est un retour aux vraies traditions nationales, est un réel progrès sur le passé, et qu'en tout cas elle offre à la jeunesse chinoise un idéal bien supérieur à celui que lui offrait le communisme matérialiste.

En résumé, le Japon occupe plus ou moins, jusqu'à présent, six provinces de Chine formant en tout une étendue d'environ 320.000 km². Il reste pour la Chine non occupée (et l'on ne parle que de la Chine proprement dite) environ 3 millions de km², près de six fois l'étendue de la France. Ce facteur de l'*immensité* joue évidemment au profit de la Chine. Il est difficile d'admettre que le Japon qui arrive à peine à 100 millions d'habitants, puisse d'un trait annexer et digérer un peuple qui comptait, en 1935, 418 millions d'âmes, non compris la Mandchourie, la Mongolie extérieure ni le Tibet, mais y compris la Mongolie intérieure et le Turkestan chinois. Si l'on défalque les contingents des provinces déjà occupées, on peut admettre que la Chine est capable de mettre sur pied environ 50 millions de mobilisables, non sans doute à la fois, mais successivement, tandis que le Japon ne dispose que d'environ 11 millions.

Et voici la conclusion de M. Brenier :

« Si sympathiques que soient, par bien des côtés, les Japonais, quelque bon souvenir que l'on ait gardé de ce délicieux pays, dont les habitants sont si accueillants et possèdent une qualité bien agréable, leur délicate politesse — presque trop souriante, — et une vertu très rare, la fidélité, on ne peut que se demander parfois si ses chefs militaires, qui mènent depuis bien des années sa politique intérieure et extérieure, n'ont pas entraîné le *Daï Nippon* — unique objet de leur culte passionné — dans une aventure excédant ses forces, si elle dure, pour considérables que soient ses atouts actuels.

« Et puis, de l'autre côté, il y a le pays attaqué. Malgré ses défauts, il peut se vanter légitimement d'une très haute civilisation ; il peut exciper de ses solides qualités au point de vue social et moral, ne serait-ce que de son bon sens et de son ordinaire sentiment de la mesure. Il peut faire valoir, à son actif, un art profond à la fois et délicat, une littérature multiforme et une riche philosophie, bien qu'elle soit souvent obscure. En face du Japon, fier de ses progrès et de ses succès, — mais surtout dans l'ordre matériel, — il y a cette vieille nation chinoise dont un grand missionnaire, Mgr de Guébriant, disait un jour, — avec cette tendresse peut-être un peu partiale que les mères (et les apôtres) portent aux enfants qui les ont fait souffrir, — que c'était « non seulement le plus nombreux des peuples restés païens, mais le plus homogène, le plus laborieux, le plus foncièrement pacifique, le plus honnête, le plus vivace ; en un mot, j'en suis convaincu, le meilleur. »

Ces dernières lignes de Mgr de Guébriant sont de 1923. Elles sont encore bien plus justes à l'égard de la Chine de 1938.

IV

Cela nous conduit à dire un mot du sort des Missions catholiques au sein de la tourmente actuelle. L'Europe a reçu la visite du vaillant évêque chinois, Mgr Paul Yu-Pin, Vicaire apostolique de Nankin. Les déclarations hautement patriotiques qu'il a faites montrent à quel point les catholiques chinois prennent part aux malheurs de leur patrie. Il a su protester avec la plus prenante éloquence contre la violence faite à un pays innocent [3]. Et en dehors de ses trop justes plaintes contre la dureté de l'envahisseur et contre les violations évidentes des lois internationales les plus élémentaires, il y avait aussi chez lui l'affliction des désastres infligés aux œuvres catholiques. De fait, toutes les missions catholiques ont été atteintes. Dans la région de Shanghaï, des églises, des écoles, un magnifique collège ont été détruits. Ce qui avait été épargné par les bombardements a connu les incendies allumés tour à tour par les Japonais et par les Chinois. Il reste pourtant d'une part l'observatoire de Zikaweï, miraculeusement épargné ; il reste aussi l'hospice St-Joseph et l'hospice des vieillards.

Malgré les horreurs du bombardement de jour et de nuit, les Filles de la Charité et les Petites Sœurs des Pauvres ont poursuivi leur admirable ministère. La bataille de Shanghaï a duré jusqu'à la mi-novembre. La tempête s'est alors déplacée pour se porter vers le sud et le sud-ouest. Là encore, selon les renseignements bien incomplets que l'on possède, les pertes ont été catrastrophiques. Patiemment, depuis des dizaines d'années, la Mission avait construit des maisons de rapport à Hong-Keui et Tong-Kadou, dont le revenu formait la base des ressources financières alimentant l'apostolat chrétien ; les orphelinats, les hôpitaux, les écoles, les collèges vivaient là-dessus ; les missionnaires tiraient de là leur entretien, les moyens aussi de créer de nouveaux centres. Mais une bonne partie de ces immeubles a été détruite. C'est l'avenir même qui se trouve compromis. Tel village a été démoli de fond en comble par l'aviation japonaise ; or, il s'y trouvait une importante résidence de missionnaires, une école de garçons, une église ; tout cela n'est plus que ruines et décombres ! On cite aussi des prêtres catholiques chinois tués par les soldats japonais. Malgré ces désastres, prêtres et religieuses se sont dévoués sans compter pour soulager les effroyables misères qui ont été les suites de la guerre.

La *Croix* du 1er mars a pu citer ce passage d'un discours de l'ambassadeur de France, M. Naggiar :

« Nous devons un témoignage spécial de respect et d'admiration à ceux de nos compatriotes qui se sont trouvés hors de nos concessions et plus particulièrement à nos religieux et à nos religieuses. Partout, nous avons vu les missionnaires catholiques, fidèles à leur poste, attachés, malgré les risques de la bataille et de l'isolement, à leurs œuvres charitables et à leur grand idéal évangélique. Une telle abnégation n'est pas allée, hélas ! sans de terribles pertes,... comme le démontre l'horrible massacre de Tchenting-Fou, dû aux excès d'une soldatesque échappée, en terre étrangère, à toute discipline. »

Le même journal signalait ce fait consolant que la ville de Yishien, qui s'était acquis la triste réputation d'être une « ville imprenable », en ce sens que le paganisme ne s'y laissait pas entamer, a subi si puissamment l'influence de la charité catholique, depuis le début des hostilités, que les conversions s'y sont multipliées. Durant les fêtes de Noël dernier, trente-cinq catéchumènes reçurent le baptême. Un second groupe d'une vingtaine de catéchumènes se prépare sous la direction des

[3] Lire sa brochure : *La guerre en Extrême-Orient*, 56 p. in-8, 5 f. 75, Paris, Casterman.

sœurs Franciscaines de Marie et des missionnaires.

Au milieu des ruines accumulées, un sentiment de foi intense se développe. Un missionnaire de Shanghaï écrit :

« La mission est quasi ruinée ; ses œuvres si prospères seront arrêtées : comment en effet continuer écoles, catéchuménats, etc., sans ressources ? La majorité des familles chrétiennes du sud, ruinées elles aussi, sont et seront d'ici longtemps dans l'impossibilité matérielle de coopérer si peu que ce soit à la reconstruction ou même à l'entretien des missionnaires. Mais ce qui nous reste et *qui ne pourra jamais nous être enlevé, c'est notre amour du Christ, notre foi, notre espérance, notre volonté de vivre et notre joie de souffrir !* »

Admirables accents, vraiment dignes des martyrs des premiers siècles !

On sait que, parmi ceux qui se sont distingués par leur dévouement et leur zèle, l'un des plus remarquables fut le R. P. Jacquinot de Besange. Depuis trois mois, les hostilités avaient chassé des districts situés au nord de la Concession internationale, à Shanghaï, des milliers de Chinois, qui avaient cherché refuge dans cette Concession et dans celle de la France. A la suite de la prise de Chapeï par les Japonais, un nouvel afflux de réfugiés vint encore se porter sur ces territoires déjà encombrés. L'armée japonaise se dirigeait alors sur Nantao, qui est un quartier chinois, surpeuplé, situé en bordure de la Concession française. Il restait dans Nantao environ 250.000 habitants. Il était à prévoir qu'ils chercheraient eux aussi à se réfugier sur la Concession, et cela eût été un péril extrême pour l'hygiène comme pour l'ordre. Ce fut alors que le P. Jacquinot intervint. Il était connu et hautement estimé à la fois des autorités japonaises et chinoises ; il s'improvisa donc instantanément médiateur entre les deux camps. Il négocia pour qu'une partie au moins de Nantao fût considérée comme zone neutre, c'est-à-dire zone de sécurité. Les Chinois refusaient pourtant de traiter avec leurs ennemis ; les Nippons, de leur côté, ne faisaient pas confiance aux promesses ou engagements qui pourraient venir des Chinois. Mais le Père ne se découragea pas. Le danger devenait chaque jour plus grave ; la bataille faisait rage et les réfugiés se ruaient sur la Concession, menacée de famine et de désordre. Enfin, à force de ténacité et d'instances, le P. Jacquinot réussit ce tour de force : un accord local réalisé et signé entre les deux belligérants, sur l'initiative d'un simple particulier ! Le R. P. Jacquinot avait reçu des Français le titre de président de la Croix-Rouge à Shanghaï. Les Japonais s'engagèrent envers lui à ne pas pénétrer dans le quartier nord de Nantao, et les autorités chinoises consentirent, de leur part, à retirer leurs troupes de cette zone et à ne pas les y faire revenir.

Dans la journée du 11 novembre, la ville de Shanghaï fut attaquée sur Nantao. Les assaillants japonais respectèrent leurs engagements ; le quartier neutralisé ne fut pas entamé par la troupe. Mais les 250.000 malheureux qui s'y trouvaient entassés ne savaient pas qu'ils ne risquaient rien ; ils voulaient s'enfuir, ils voulaient forcer les grilles de la Concession française. On ne comprenait pas pourquoi les Français, jusque-là si accueillants, se montraient ce jour-là si rebutants. Le P. Jacquinot ne prit pas une minute de repos, en cette terrible journée. Il montait la garde le long de la Fang Pang Road, qui était la limite fixée pour le quartier neutralisé, afin de s'assurer que les accords signés étaient bien respectés et pour rassurer les Chinois épouvantés. Les obus sifflaient tout près de là, éclataient à si peu de distance qu'un éclat déchira sa soutane. Son attitude calme, son sourire, rendirent la confiance à la foule en désordre.

Mais, le danger passé, il fallut organiser des secours, ravitailler la masse dépouillée de toute ressource. Heureusement, le dévouement du Père avait ému les autorités et la population. Les dons affluèrent au comité de la Croix-Rouge qu'il dirigeait. Le gouvernement chinois donna 50.000 dollars, l'armée et la marine japonaises 20.000. L'argent et les dons en nature s'accumulèrent et permirent de prendre soin de tous ces malheureux. Déjà, en 1932, le P. Jacquinot avait réussi à faire conclure une trêve de 24 heures pour enlever les blessés entre les lignes et il avait donné l'exemple comme brancardier volontaire. Le nom du R. P. Jacquinot mérite d'être retenu, parmi ceux de tant d'admirables missionnaires en Chine.

V

Nous voudrions aussi faire une place à un chrétien dont le nom a été prononcé bien des fois, ces temps derniers, et qui est l'une des plus émouvantes victimes de la guerre et de ses suites. Il s'agit de celui que l'on a pu surnommer l'*Ozanam chinois*, Lo-Pa-Hong. On sait qu'il fut tué, le 20 décembre 1937, à 62 ans, par un Chinois fanatique, dans la Concession française. La revue autrichienne *Schœnere Zukunft* nous fournit sur sa vie et son œuvre des détails que nous recueillons volontiers, pour l'édification de nos lecteurs.

Joseph Lo-Pa-Hong était né en 1875, d'une excellente famille catholique. Depuis des générations, ses ancêtres étaient de fidèles chrétiens. Bien des fois, au cours des persécutions, ils avaient offert leur demeure comme refuge aux prêtres en détresse ; plus d'un évêque avait été sauvé par eux de la mort et des supplices. Ses parents le destinaient à la carrière de l'enseignement. Il fit des études de droit et exerça pendant quelque temps la profession d'avocat. Puis il se tourna vers l'industrie et il y réussit au-delà de toute attente. Son habileté, sa conscience professionnelle, lui firent gravir rapidement les échelons de la hiérarchie économique. Il devint l'un des grands chefs de l'industrie chinoise naissante. Il était président de la Compagnie des Tramways de Shanghaï et de Chapeï, directeur des Compagnies d'électricité et de Distribution des Eaux, président de la Compagnie de navigation sur le Fleuve Bleu, et il appartenait à la plupart des grands Conseils d'administration des entreprises de sa ville natale. Les besogneux qui connaissaient par expérience son inépuisable charité le surnommaient « le Rockfeller de Chine. »

Mais c'était un Rockfeller qui avait, pour lui-même, embrassé la pauvreté. Il n'a laissé, en mourant, à sa femme et à ses enfants que le strict nécessaire ; tous ses revenus passaient en bonnes œuvres. L'histoire de ces œuvres est touchante.

Dès l'âge de 28 ans, il consacrait tous ses mo-

ments libres à l'évangélisation des pauvres coolies chinois, c'est-à-dire des manœuvres et portefaix. Mais, en 1911, il se produisit un événement qui lui fut une révélation. Un jour, il rencontra dans la rue un pauvre malheureux, couvert de plaies et de saleté. Il eut pitié de lui, comme le bon Samaritain de l'Evangile, appela un coolie et, avec son aide, se mit en devoir de le transporter à l'hôpital. Mais on ne voulut ou ne put pas y admettre son protégé. Alors, Lo-Pa-Hong décida de prendre l'infirme dans sa propre maison. Il le soigna et eut le bonheur de le remettre entièrement sur pied. Mais la leçon ne fut pas perdue pour lui. Il avait vu la misère de près ; il résolut de fonder un hôpital pour les plus misérables des misérables. Il fit des démarches auprès des autorités de la ville ; on lui donna les pierres des anciennes fortifications pour élever son hôpital. Mais, au milieu de la construction, il se trouva sans ressources suffisantes pour l'achever. Se réfugiant dans la prière, il plaça sur le chantier une statue de S. Joseph, père nourricier de Jésus, en qui il avait une dévotion particulière, car il en portait le nom. Il réunit ensuite les ouvriers, les malades, les mendiants, leur fit part de ses desseins, de ses difficultés, de ses angoisses, les engagea à prier avec lui, à se faire quêteurs avec lui pour l'œuvre entreprise. Lui-même, comme un bon « coolie de S. Joseph », ainsi qu'il aimait à s'appeler, il se mit à la tâche, sollicita les concours les plus divers, s'adressa même aux païens aisés, et en quelques jours trouva les 60.000 francs-or dont il avait besoin.

Alors, de cette charité, il prit un appui pour gagner les bienfaiteurs de sa maison à la religion du Christ. En cette même année 1911, il organisa donc ce que nous appellerions maintenant « *l'Action catholique à Shanghaï* », c'est-à-dire qu'il prit l'habitude de grouper les meilleurs chrétiens-catholiques du monde laïque, sous la haute direction des missionnaires, et leur donna comme but toutes les œuvres capables de faire rayonner la lumière du Christ dans la grande cité cosmopolite, l'une des plus riches, des plus étranges, des plus dissolues aussi de tout l'univers !

C'est ainsi que furent jetées les bases du vaste hôpital catholique de Saint-Joseph, qui comprend actuellement 16 bâtiments, donnant place à 3.000 malades de toutes catégories, et où se trouve une chapelle pour 1500 personnes, avec des sections pour les malades, les femmes déchues ou volées et vendues, les vieillards, les fous, les prisonniers, etc. Mais ce n'était là qu'un commencement. Le groupe d'Action catholique créé par Lo-Pa-Hong peut s'enorgueillir d'avoir construit, en 20 ans : 20 églises ou chapelles, 71 salles de conférences ou d'œuvres, 7 écoles, 5 hôpitaux, 19 dispensaires, 2 orphelinats, 2 hospices de vieillards. Sous la direction intelligente et hautement caholique de Lo-Pa-Hong, les confrères du groupe acceptèrent une rigoureuse et bienfaisante discipline : ils furent comme des religieux laïques, s'astreignant à un noviciat de trois ans, pour se préparer à l'apostolat !

Quand on considère une vie telle que celle-là, ce sont les noms de Cottolengo, de don Bosco et d'Ozanam qui viennent à l'esprit comme termes de comparaison, et certes cela vaut mieux que celui de Rockfeller. En 1936, Lo-Pa-Hong avait formé les plans d'un vaste orphelinat destiné à recevoir 4.000 enfants. Il donna lui-même 100.000 dollars chinois ou les réunit par ses quêtes. Les 7 et 9 août 1937, il lançait dans les journaux de Shanghaï un pressant appel pour parfaire les sommes nécessaires. Il rappelait que, depuis 40 ans, il avait essayé de se mettre au service de l'humanité ; qu'il avait ouvert le grand hôpital de St-Joseph, lequel en 25 ans avait hospitalisé 102.525 malades et distribué des médicaments à plus de 2 millions de nécessiteux, qu'il fallait 200,000 dollards chinois par an pour l'entretenir ; qu'il avait fondé en outre l'hôpital du Sacré-Cœur (actuellement détruit par les bombardements d'avions), où en 14 ans on avait soigné 27.862 malades ; qu'il avait érigé, en 1933, un hospice de fous ; que ces trois maisons avaient coûté 6.200.000 dollars, mais que maintenant il était, lui, un vieillard, que bientôt peut-être il serait appelé à disparaître et qu'il n'y aurait plus personne pour s'occuper d'établissements si utiles. Et il concluait en faisant appel à la générosité de ses concitoyens et en les adjurant de ne pas laisser péricliter ses fondations, mais d'assurer leur avenir. On aurait dit qu'il prévoyait sa fin si soudaine ! C'était un grand homme de bien, un de ceux qui font honneur à la religion catholique dans tous les temps et sous toutes les latitudes. Sa devise favorite était : « *Souffrir et servir !* »

On ne peut qu'être profondément ému devant des âmes de cette splendeur. Mais en même temps comment ne pas déplorer une guerre si injuste dans ses causes, si cruelle dans ses développements, si dévastatrice et si néfaste dans ses conséquences ? Et comment ne pas regretter amèrement que l'état de division de l'Europe ne lui ait pas permis d'opposer un *veto* absolu aux entreprises d'un peuple qui a d'éminentes qualités, certes, mais qui se trouve actuellement entraîné par une caste militaire orgueilleuse et insensée à des aventures qui ne sont pas seulement un défi au droit universel, mais un assaut direct, à travers la Chine, contre la civilisation même ?

Nous disions, en commençant ces aperçus relatifs au conflit sino-nippon, que la clé de notre malaise européen se trouve en Extrême-Orient. Mais on peut aussi renverser la phrase et dire que la clé du conflit d'Extrême-Orient se trouve dans la guérison de l'Europe. Il semble bien que l'Angleterre l'ait compris. De même qu'elle s'est mise puissamment et résolument à l'œuvre pour son réarmement, elle se met, quoi qu'il en puisse coûter à son amour-propre, à la tâche pour réparer les erreurs commises dans la diplomatie. Son plan, semble-t-il, comporte deux étapes : 1° *rattraper l'Italie*, égarée, aigrie, tombée elle-même dans les fautes les plus graves, châtiée du reste de son inadmissible complaisance pour une puissance païenne et persécutrice de la foi catholique, par l'humiliation qu'elle vient de subir à travers l'Autriche, dont elle sait bien pourtant que si elle n'existait pas, on devrait l'inventer pour la sécurité italienne sur le Brenner ; — 2° *reconstituer une Société des Nations* conçue dans un esprit nouveau, conforme aux intentions du grand pape Benoît XV, avec un but limité : la garantie rigoureuse du statut européen, — mais aussi avec des

moyens adéquats à ce but, de telle façon qu'elle ne soit plus exposée aux effets navrants d'une impuissance qui la vouait au ridicule.

Quand ce double travail aura été fait, quand la stabilité européenne sera rétablie sur des bases solides, les grandes puissances occidentales, rassurées sur leurs derrières, pourront intervenir dans le règlement de comptes qui terminera bien un jour ou l'autre l'horrible guerre sino-nippone. Mais, hélas ! que de ruines accumulées, que de sacrifices de vies humaines innocentes, que de désastres que l'on aurait pu éviter !

VI

On vient de nommer l'Italie. C'est dans ce pays que nous allons nous transporter maintenant, non point pour insister sur sa politique, mais pour répondre aux désirs de quelques-uns de nos lecteurs qui nous ont demandé de leur parler des travaux accomplis dans les Marais Pontins. Comme nous ne faisons ici qu'une causerie sur les Revues, nous avons été forcés d'attendre que ce sujet fût traité dans les Revues que nous utilisons. Il l'a été dans la *Revue hebdomadaire* du 19 février. Nous ferons état aussi d'observations recueillies dans l'*Illustration* du 17 septembre 1937 et du 29 janvier 1938.

Et d'abord qu'est-ce que les Marais Pontins ? Prenez en pensée le train de Rome vers Naples. A votre droite, c'est-à-dire du côté de la mer Tyrrhénienne, entre Cisterna et Terracine, vous apercevrez une vaste plaine marécageuse. Les Latins l'appelaient *Palus Pomptina*. Ce nom venait sans doute de la ville de Pometia, qui fut la capitale des Volsques. Au temps où ce peuple gardait encore son indépendance, que quatre guerres successives lui firent perdre, vers 350 av. J.-C., il existait plus de vingt villes prospères dans cette région. Mais vaincus et décimés, leurs derniers survivants s'enfuirent dans les montagnes, les savantes canalisations créées par eux et soigneusement entretenues furent négligées par les vainqueurs. Les terres basses, inondées par les eaux descendues des monts Albains et Lepini, dont l'écoulement vers la mer est arrêté par des lignes de dunes, furent peu à peu envahies par le marécage. Les Romains ne s'occupèrent d'abord que de protéger leur *via Appia*, qui traversait la région devenue maudite. L'aspect du pays fut dès lors misérable :

« A perte de vue, le marais, les roseaux, la pestilence. Et, au-dessus, un soleil rose, brûlant, malade, qui tire de la boue noire les spectres brumeux de la malaria et du délire. Seuls, des bergers à demi-nomades ou quelques intrépides chasseurs s'aventurent dans ces terres abandonnées depuis des siècles à la solitude et à la mort. Ici et là, un chêne tordu, sinistre, ou une hutte de torchis, coiffée d'un toit de chaume, qui descend jusqu'au sol. Plus loin, le maquis, le fourré de ronces, la forêt impénétrable, peuplée de renards, de fouines, d'oiseaux innombrables. Des troupeaux de buffles, de vaches, caparaçonnés de vase fétide, errant à l'aventure, en quête de leur maigre pâture. L'eau potable est introuvable. Un charretier l'amène de loin, tant bien que mal, sur la piste bourbeuse, dans des tonneaux. »

Tel était le tableau des Marais Pontins, il y a une dizaine d'années encore. Et pourtant, depuis des siècles, le problème de l'asséchement de ces marais avait été posé et parfois abordé. Jules César avait conçu un plan d'ensemble, que la mort l'empêcha de réaliser. Au VI^e^ siècle, Théodoric le Grand, le roi des Ostrogoths, chargea le patrice Cecina de refaire les anciens fossés d'écoulement et de rendre au labour les terres perdues. Mais l'œuvre fut de nouveau détruite par les invasions sarrasines. Plus tard, les Marais firent partie du domaine pontifical, et les papes s'attaquèrent à leur tour à la rude tâche. Léon X confia à son cousin Julien de Médicis, le futur Clément VII, l'exécution d'un nouveau plan, mais les habitants de la contrée, estimant qu'ils gagnaient plus par la pêche et la chasse que par l'agriculture, s'y opposèrent. Benoît XIII, Pie VI, Napoléon, Pie VII et Pie IX comptent aussi parmi ceux qui ont ou songé à ce vaste travail ou entrepris de le mener à bonne fin. En 1918, le Génie civil italien avait élaboré à son tour un projet et commencé son exécution [4]. Mussolini n'a fait que poursuivre les plans commencés. Il se devait à lui-même et à ce qu'on appelle si souvent, d'un mot abusif, « la mystique du parti », de ne pas accomplir un effort inférieur à celui de l'époque libérale. Il entendait, — conformément à la loi des dictatures, qui ont besoin, pour se faire accepter et pour durer, de frapper constamment les imaginations par des gestes « spectaculaires », — faire œuvre de prestige, impressionner les populations. En ce qui concerne les méthodes juridiques, l'Etat totalitaire simplifie tout : il impose, là où l'Etat libéral propose. C'est le système que l'histoire connaît sous le nom de « despotisme éclairé ». Il est certain que, dans l'affaire des Marais Pontins, il l'a emporté en puissance de réalisation sur les gouvernements antérieurs. On avait fait des travaux énormes, mais on s'était heurté aux habitudes nomades de la population des Marais, à la mauvaise volonté des grands propriétaires, administrations ou sociétés, qui estimaient que l'élevage était plus lucratif que les cultures. Mussolini fut le premier à comprendre que, pour assainir définitivement cette contrée, il ne suffisait pas d'exécuter des travaux techniques : percement de routes, de canaux, installation de drains, aménagement de grands lacs côtiers, comblement des bas-fonds, mais qu'il fallait fixer au sol une population intéressée, par des cultures saisonnières, au maintien constant et perpétuel des améliorations accomplies. Mais cette population, il fallait lui donner des habitations décentes, des centres urbains où elle trouverait les satisfactions religieuses, morales, intellectuelles et matérielles qui sont devenues indispensables à notre époque. Notons ici que ce problème ne concernait pas seulement les Marais Pontins, pays de 75.000 hectares, mais de nombreuses autres régions d'Italie, mal cultivées ou incultivables dans l'état où elles se trouvaient, et dont le total atteint 5.106.938 hectares, soit près de *sept fois* l'étendue des Marais Pontins, environ la sixième partie de la péninsule !

Le problème des Marais n'était de la sorte qu'une

[4] Il n'est pas mauvais de rappeler ici que la monarchie de Savoie n'avait pas attendu le fascisme pour pratiquer une politique de récupération des terres labourables. On a calculé que, de 1870 à 1922, l'Italie avait opéré des bonifications portant sur 1.390.981 hectares de terres, et qu'elle y avait dépensé 1.720 millions de lires-or.

fraction d'un immense plan d'ensemble, pour lequel Mussolini n'a pas engagé moins de 5 milliards de lires-or. Les calculateurs font remarquer que le prix de l'hectare récupéré et bonifié ressort à environ 1000 lires-or, c'est-à-dire à 7.500 lires-papier, et que l'hectare de très bonne terre en Beauce n'atteint peut-être pas ce prix ! « Sous cet aspect donc, conclut *l'Illustration*, la politique de bonification intégrale se présente comme une opération de milliardaire. » Il en était de même, du reste, de l'entreprise éthiopienne. Et, soit dit en passant, ces deux faits suffisent à expliquer l'état de malaise, pour ne rien dire de plus, où se trouvent les finances italiennes.

Mais les raisons qui ont déterminé le dictateur à ne pas reculer devant la dépense, sont les suivantes :

« L'Italie doit se suffire à elle-même ; elle veut, économiquement, être indépendante de l'étranger, en particulier pour son ravitaillement en céréales ; la population d'une nation forte et saine doit augmenter sans cesse ; la vie rurale favorise les grandes familles, tandis que la vie urbaine l'arrête ; la vie laborieuse à la campagne développe les plus belles qualités de l'homme, crée une race vigoureuse, persévérante et digne, maintient dans le pays des réserves sans cesse renouvelées de forces physiques et morales ; enfin l'accroissement de la petite propriété développe le sens de la responsabilité familiale et patriotique et tend, dans une certaine mesure, à supprimer les barrières de classes. »

Une fois entré dans la voie qu'il s'était marqué, Mussolini, auquel on ne peut refuser une puissance de volonté et de travail extraordinaires, ne s'est plus arrêté. Dès 1923, les lois et décrets sur la bonification des terres se sont succédé. La loi du 24 déc. 1928, qualifiée de « fondamentale », a dressé les objectifs à atteindre et les moyens financiers mis en œuvre. Une loi de 1932, un décret royal de 1933, achèvent la mise au point, renforcent les consortiums, élargissent leurs pouvoirs, établissent les conditions de l'expropriation dans tous les cas où les propriétaires privés ne sont pas en état de remplir leurs obligations relatives à la transformation agraire : on leur donne une indemnité calculée sur la capitalisation de la terre, selon ses revenus antérieurs ; on transfère leurs propriétés à des consortiums qui les assignent à des familles paysannes. Les mêmes lois déterminent la part de l'Etat et la part des consortiums dans la dépense des travaux à effectuer. Les frais sont supportés dans des proportions variables, selon qu'il s'agit de « bonification » proprement dite ou d'un plan d'organisation nouvelle d'une région dans un but démographique, économique et social. Des institutions de crédit bancaire sont créées pour financer les travaux.

Et maintenant voici quelques dates dans l'histoire des travaux eux-mêmes : août 1931, un décret royal attribue 18.000 hectares environ des Marais Pontins à l'Œuvre nationale des Anciens combattants ; — nov. 1931, les travaux de défrichement commencent ; des armées de pionniers, bravant la vase, les ronces, la fièvre, creusent des canaux, abattent des maquis, arrachent des souches, déblaient, comblent, labourent à l'aide de puissants tracteurs ; — juin 1932, pose de la première pierre de la ville nouvelle de *Littoria* ; — déc. 1932, inauguration par le Duce de cette cité neuve ; mise en chantier de 515 fermes ; — août 1933, pose de la première pierre de *Saboudia*, battage des premières moissons par le Duce, mise en construction de 850 nouvelles fermes ; — printemps 1934, inauguration par le roi de la ville de Sabaudia ; — déc. 1934, inauguration par Mussolini de la province nouvelle de Littoria, 93ᵉ province du royaume, avec 201.000 hectares d'étendue, dont 73.000 bonifiés, comptant 28 communes, près de 2.000 fermes, environ 200.000 habitants ; — 1934-1935, fondation successive des villes de *Pontinia*, *Aprilia* et fondation projetée d'*Ausonia* et *Poezia*, mise en chantier de centaines de fermes et de 14 bourgades.

Résultats : la récolte de blé dans cette région a passé, de 1932 à 1935, de 27.000 à 100.000 quintaux, les autres céréales de 43.000 à 140.000 quintaux. Le cheptel bovin s'accroît de 3.800 à 16.600 ; celui des moutons, de 181.000 à 201.000. Il y a là une œuvre superbe et dans laquelle le Duce a payé constamment de sa personne. L'exemple est chose plus éloquente que les paroles. On l'a vu s'arracher aux soucis de l'Etat pour aller conduire le premier tracteur pour les labours ; on l'a vu, tout un jour, le torse nu sous l'ardent soleil de juillet, battre les gerbes de la première moisson, partager le frugal repas des paysans, leur prêcher l'amour de la terre. Il ne néglige aucun moyen de propagande populaire. Il a célébré *le pain* en placards simples et prenants :

AIMEZ LE PAIN,
Cœur de la maison,
Parfum de la table,
Joie du foyer.

HONOREZ LE PAIN,
Gloire des champs,
Bonne senteur de la terre,
Fête de la vie.

RESPECTEZ LE PAIN,
Sueur de notre front,
Orgueil du labeur,
Poème de sacrifice.

NE GASPILLEZ PAS LE PAIN,
Richesse de la patrie,
Le plus suave don de Dieu,
La plus sainte récompense
du travail humain.

Sans doute, les théologiens trouveront une saveur un peu païenne à cette dernière affirmation, de même que l'on s'étonnera que, dans les noms donnés aux villes nouvelles, pas un nom de Saint n'intervienne, comme cela se serait produit au temps des grands défrichements monastiques. Mussolini veut bien pratiquer, non sans accrocs, une politique d'accord avec l'Eglise, mais il n'est pas lui-même profondément religieux. Pourtant il a affaire en général à une population qui l'est demeurée.

En tout cas, la région des Marais Pontins est transfigurée. Les lotissements comptent en moyenne de 12 à 25 hectares, selon la qualité du sol. Les colons ont été choisis par le commissariat de la Migration et de la Colonisation intérieure, pilotés et conseillés par l'Œuvre nationale des Combattants. Ils venaient pour la plupart des régions surpeuplées du nord, au pas lent de leurs grands bœufs, portant sur les chariots leur maigre mobilier. Chaque ménage reçut en dotation, par con-

trat de fermage ou de métayage, une maison, huit têtes de bétail, une charrue, une herse, une semeuse, des semences, etc. Les fermes sont très simples, sur deux ou trois types différents. Elles comprennent un rez-de-chaussée surélevé et un étage. Sur les façades s'étalent un n° en gros caractères et les mots *Opera nazionale Combattenti.* Près de la maison, une étable, une fosse à fumier, un four cimenté, un poulailler, une porcherie. Chaque lot est un tout indépendant et d'un seul tenant, exempt de toutes servitudes à l'égard des voisins. Les routes, les chemins sont nombreux et bien tenus ; les automobiles peuvent visiter la région sans peine.

« A Cisterna, écrit Berthe Vuillemin, nous quittons la voie Appienne et prenons la nouvelle route qui conduit à Littoria. Seize kilomètres en ligne droite. A perte de vue, des deux côtés, s'étale la plaine striée de canalisations, où les labours d'automne sont presque terminés. De distance en distance, une ferme bleue ou rose. Des enfants jouent dans la cour. Des poules picorent. Un cochon brun se chauffe au soleil. La confiance, le sourire, la paix enveloppent ces demeures. »

La voyageuse interroge les habitants. Ils sont ravis : — « Quand on nous a montré la ferme et qu'on nous a dit qu'elle était à nous, je n'ai presque pas osé y entrer, » me raconte la femme avec un sourire heureux. « J'avais honte de mes vieux habits, il me semblait que pour pénétrer dans une aussi belle maison, j'aurais dû au moins mettre ma robe du dimanche »... Avant d'entrer dans la demeure, la grand'mère a fait un grand signe de croix comme à l'église.

Il est intéressant de noter que la malaria qui ravageait la région a disparu.

Mais voyons la ville voisine, la ville toute neuve, Littoria, le cerveau, le cœur de la province récemmment créée :

« C'est une ville complète, il n'y manque rien ; hôtel de ville, banques, casernes, hôtel des postes, dispensaire, école, jardin d'enfants, maisons du Fascio, des Avanguardisti, des Balilla, du Dopolavoro, des Combattants, hôtels, maisons locatives, bureaux, institutions administratives et techniques, cinéma, bibliothèque, maternité, etc., etc. Les boutiques sont avenantes, bien assorties ; les rues larges, plantées de jeunes arbres ; les places grandes, fleuries de parterres ; partout, des lampadaires électriques.

« Peu de monde dans les rues. C'est l'heure du travail. Le bruit d'une machine à écrire se mêle au braiement d'un âne. Voici l'église de San-Marco, très sobre de lignes, mais d'un marbre chaud et lumineux. Par la voûte donnant sur le cloître, j'aperçois une bande de petits écoliers en train de s'ébattre, tandis que deux d'entre eux écoutent, le nez levé, un jeune prêtre qui, les mains dans le dos, marchant de long en large, leur parle en souriant.

« Oui, dans cette ville, surgie en six mois du néant et de la pestilence, baignée de toutes parts par l'immensité des terres, rien n'a été oublié pour subvenir aux besoins matériels, intellectuels et spirituels des populations environnantes. C'est un cœur bien vivant, au rythme puissant et régulier, que le Duce a placé au centre de cette nouvelle province dont il a doté l'Italie. »

VII

Comment ne pas songer, en face de cette réalisation harmonieuse, aux énormes kholkozes russes si différents, si peu adaptés à l'âme populaire, véritables geôles pour les corps et encore plus pour les âmes ?

Mais au fait c'est bien en Russie que nous conduit le hasard de nos lectures dans les Revues. Nos lecteurs se souviennent sans doute des études remarquables de M. Paléologue sur le tsar Alexandre I^{er} après 1815, dont nous avons rendu compte dans notre Causerie du 1er avril 1937. Il nous donne la suite dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mars 1938, sous ce titre : *Un grand tsar autoritaire : Nicolas I^{er}.*

Alexandre n'avait pas d'héritier direct. La couronne aurait dû revenir à son frère cadet, Constantin ; mais celui-ci avait secrètement renoncé au trône. Alexandre avait désigné alors, pour lui succéder, son second frère. le grand-duc Nicolas. L'annonce de la mort soudaine du tsar, le 9 décembre 1825, jeta le monde officiel dans un grand trouble. Nicolas prit cependant le pouvoir. Mais le 26 décembre, le jour même où l'armée devait prêter serment au nouvel empereur, éclata une terrible insurrection. Un instant, on put croire que le tsarisme allait y sombrer. Mais Nicolas, dirigeant lui-même la répression, fit mitrailler et canonner sans pitié les rebelles ; à la fin du jour, ils étaient matés, tués, noyés dans la Neva, ou prisonniers.

L'insurrection avait été toute militaire. Les chefs appartenaient à la noblesse, à l'armée, à la garde. Trois d'entre eux se distinguèrent par leur fougue et leur audace : Pestel, colonel aide-de-camp du maréchal Wittgenstein ; Ryléiew, non seulement officier mais aussi poète et grand ami de Pouchkine ; enfin le jeune Serge Mouraview-Apostol, très brave, très pieux, très opposé à l'absolutisme comme incompatible avec les préceptes de la religion chrétienne. Avec eux, des princes appartenant aux plus illustres familles : Wolkonsky, Troubetzkoï, Obolensky, Odoïewsky, etc. Quel était donc le programme de cette noblesse révolutionnaire ? Il s'était élaboré, depuis des années, dans les sociétés secrètes et les loges maçonniques et il découlait pour une large part de la Révolution française, en tout cas du mouvement européen qu'elle avait incarné : abolition du servage, — égalité des citoyens devant la Loi, — réforme de la justice, — régime représentatif, — contrôle des finances d'Etat ; à quoi les vrais instigateurs du complot ajoutaient, en grand mystère : suppression du tsarisme, entraînant la suppression de la dynastie des Romanov et de la monarchie héréditaire, proclamation de la République fondée sur les principes du socialisme... Ainsi, en Russie, les extrêmes se touchaient déjà, il y a plus d'un siècle !

Jusque-là, tous les coups d'Etat avaient eu pour but la suppression d'un souverain détesté et son remplacement par un autre, mis dans le secret du complot ; mais on s'était entraîné par là à l'usage des moyens violents, ils faisaient partie, pour ainsi dire, de la tradition nationale. Il était inévitable qu'un jour ou l'autre un attentat antitsariste prît la forme des idées du jour, celles-là mêmes qu'à Paris un Saint-Simon préconisait si âprement.

Il en était résulté que pour prendre possession de son trône, Nicolas I^{er} avait dû marcher dans le sang de ses sujets. Tout son règne demeura marqué de ce signe fatal. Le soir même du 26 dé-

cembre 1825, pendant que s'ouvraient les interrogatoires des coupables, il disait à son frère, le grand-duc Michel : « La Révolution est aux portes de la Russie ; mais je jure qu'elle n'y pénétrera pas tant que j'aurai un souffle de vie, tant que je serai empereur par la grâce de Dieu. »

De fait, il dirigea lui-même la procédure, se montra impitoyable et encouragea tout le monde, au-dessous de lui, à faire de même. Il y eut 121 accusés. Le procès se déroula un peu comme ceux que notre temps a vus, sous le tsar rouge actuel : une seule comparution, point d'avocat, condamnation sans appel. Pourtant le tsar se montra plus indulgent que Staline : il ne maintint que 5 sentences capitales, le reste des accusés fut envoyé au bagne de Tchita, vers les frontières de la Mandchourie.

Mais le souverain garda toujours devant les yeux le spectre de la Révolution. Il ne devait pas oublier que l'un des rares points où tous les conspirateurs avaient été d'accord, « c'était la décision d'exterminer en bloc la famille impériale, y compris les enfants. »

Par réaction, il s'ancra davantage dans la doctrine de l'autocratie, considérée comme un véritable dogme religieux, échappant à toute critique, à tout examen de la raison humaine. Formé par sa mère, Marie-Féodorowna, il lui était arrivé d'écrire au sujet de Louis XVI, dans une de ses compositions d'histoire :

« Louis XVI n'a pas accompli son devoir et il en fut puni. Un souverain n'a pas le droit de pardonner aux ennemis de l'Etat. Louis XVI avait affaire à un véritable complot, qui se couvrait du faux nom de liberté. S'il n'avait pas épargné les conjurés, il aurait préservé son peuple de grands malheurs... »

Son mariage l'avait confirmé dans ces idées rigides et simplistes. Il avait épousé en effet Charlotte-Wilhelmine de Prusse, devenue, après son passage à la religion orthodoxe, Alexandra-Féodorowna. Et ses visites à la cour de Prusse lui avaient fait apprécier les beautés de la discipline militaire.

C'était sur le modèle de l'organisation militaire qu'il avait résolu d'établir son administration. Puisque la noblesse même est contaminée, il n'aura recours qu'à des fonctionnaires qui tiendront tout de lui seul. Il règnera avec ces trois forces : la bureaucratie, la police, la gendarmerie. Désormais toute l'activité de la Russie sera enfermée dans les bureaux. Une puissante hiérarchie de fonctionnaires fera perdre au tsar tout contact avec son peuple. Il se crée donc un formidable appareil d'espionnage et de contrainte. Cet appareil a pour organes principaux un corps spécial de gendarmerie et la « Troisième section de la Chancellerie intime de Sa Mjaesté. » L'une et l'autre ont à leur tête le terrible général Benckendorff.

Mais Nicolas ne veut pas être un « roi fainéant ». Il veut tout savoir, tout voir par lui-même. Il s'impose un travail méthodique et opiniâtre, il entreprend à l'improviste de nombreuses inspections, des enquêtes de toute nature. Chaque jour il se lève dès l'aube, revêt son uniforme militaire, comme une livrée sainte. Une courte promenade à pied le met en forme. L'allure ferme et décidée, la taille élancée, le front haut, le regard dur et vif, toute sa personne respire l'autorité et l'énergie. Un ordre minutieux règne autour de lui. Il ne s'accorde jamais la moindre vacance. Sa vie de famille est longtemps irréprochable ; ce ne sera qu'en 1837 qu'il s'éprendra de Varvara-Arkadiewna Nélidow, dont il aura deux enfants, et encore cette liaison sera-t-elle toujours grave et discrète.

La façade de l'empire reste donc puissante, grandiose, un peu austère. Mais on ne saurait se fier aux apparences. Dans les masses rurales, on perçoit un sourd mais continuel mouvement de révolte, qui éclate parfois en violentes émeutes révélatrices d'un trouble profond. Au cours du règne de 30 ans, on ne compte pas moins de 556 émeutes paysannes ayant nécessité l'emploi de la force armée ! Dans les premiers temps, vers 1828, on n'avait encore qu'une dizaine d'émeutes par an ; mais vers la fin, en 1851, on arrive à la quarantaine ! C'est que la condition du moujik est tragiquement dure. Le seigneur sans doute n'a plus droit de vie et de mort sur ses paysans, mais il garde sur leur personne et leur travail des droits arbitraires qui se traduisent par des abus effroyables, ignominieux, et même par des supplices. De là, tant d'essais de rébellion.

Par suite aussi, les attentats isolés se multiplient au-delà de toute mesure. Dans les bagnes de Sibérie s'entassent des serfs qui ont assassiné ou leur propriétaire ou son intendant, incendié ses fermes ou son château. Chez les moujiks, s'affirme l'idée que la terre leur appartient et fermente le rêve du *tcherny pérédiel*, le « grand partage noir ».

Nicolas, qui au fond n'était pas un monstre, réprouvait le servage, il aurait voulu le supprimer ; mais les commissions secrètes nommées par lui pour préparer cette grande et nécessaire réforme, avaient toutes abouti à cette conclusion que le remède serait pire que le mal.

« Nul doute, disait le souverain, que le servage ne soit un mal odieux et qui frappe tout le monde ; mais le supprimer actuellement, c'est-à-dire octroyer la liberté aux moujiks et leur distribuer des terres, ce serait un mal pire encore... Je pourrais le faire, puisque je suis un souverain absolu, mais je n'y consentirai jamais. »

« Etrange destinée que la mienne, disait-il encore... On croit que je peux faire tout ce que je veux. Hélas ! non. Ma puissance est constamment limitée par mon devoir. Ce mot a pour moi un sens sacré ; il est ma devise. Je souffre à cause d'elle plus que je ne saurais dire ; mais je suis né pour souffrir. »

Et il concluait, une autre fois : « C'est incroyable tout ce que ne peut pas celui qui peut tout ! »

Mais si le problème du servage entretenait dans le monde rural une fermentation dangereuse, dans les rangs plus élevés de la société russe le mécontentement n'était ni moins général ni moins profond. Depuis la terrible répression de décembre 1825, la noblesse ne faisait plus de politique, mais elle se sentait espionnée, surveillée, tenue en méfiance. Le cabinet noir fonctionnait dans tous les bureaux de poste. Nul n'osait exprimer une opinion sur le gouvernement ; l'éloge et la critique étaient pareillement interdits. Pouchkine s'écriait « La vie est devenue intolérable dans notre sainte

Russie orthodoxe... » Et encore : « Dieu, que la Russie est triste ! » Si grand en effet est le besoin de la liberté dans le cœur de l'homme que sous le joug de fer du despotisme ou de la dictature aucune joie n'est possible.

La haute société russe se consolait de sa servitude en se jetant dans le culte des doctrines philosophiques. Deux tendances s'opposaient : les Slavophiles et les Occidentaux. Les premiers prêchaient un retour aux saintes traditions moscovites, condamnaient l'œuvre de Pierre le Grand, voulaient secouer le joug de l'Europe intellectuelle et affirmaient hautement par la bouche de Constantin Aksakow : « Le peuple russe est élu de Dieu... L'histoire de la Russie a la valeur d'une histoire sainte... L'Eglise orthodoxe est la seule détentrice de la vérité chrétienne... La voie de l'Occident est fausse ; il est honteux de la suivre. » Le programme de cette première tendance se formulait d'un mot : *La Russie pour les Russes et par les Russes.*

A l'opposé, les Occidentaux exaltaient l'œuvre de Pierre le Grand, voulaient la prolonger, rapprocher la Russie des autres puissances pour exercer sur elles l'influence du génie russe. Dans les salons, dans les revues, ces deux tendances se combattaient sans cesse et avec passion.

Vers 1840, le mouvement passe des milieux aristocratiques et militaires dans le monde des écrivains et des universités. De là va sortir un fait capital : la première conception théorique et pratique d'une doctrine révolutionnaire.

Vers 1845, deux hommes incarnent cette poussée décisive : Herzen et Bakounine. Ce sont les vrais fondateurs du bolchévisme. Entre eux et Lénine, la filiation est directe.

Herzen, né à Moscou, en 1812, est fils naturel d'un noble et d'une juive. Durant ses études à l'université de Moscou, il est fasciné par les œuvres de Saint-Simon. En 1834, il est arrêté, à la suite d'un banquet d'étudiants, pour outrages sacrilèges contre le tsar, condamné et exilé dans l'Oural. Rentré en 1839, il attire de nouveau les rigueurs de la police, hérite de son père en 1846, liquide sa fortune et passe à l'étranger, pour ne plus revenir en Russie. A Londres, il fonde le *Kolokol (La Cloche)*, un journal qui devient l'organe officiel du socialisme russe et exerce une influence énorme sur les Russes résidant à l'étranger et même en Russie où il pénètre clandestinement. Il est radical dans sa critique de la société : « Périsse le monde actuel, s'écrie-t-il, puisqu'il étouffe le monde nouveau, puisqu'il obstrue le chemin de l'avenir ! Donc vive le chaos et la destruction ! Vive la mort ! Place à l'avenir !... » On l'a défini avec justesse : « le chantre inspiré de la démolition universelle. »

Bakounine, lui, a été militaire. Il est aussi de vieille souche russe. Il s'est laissé séduire par les doctrines philosophiques allemandes, dont on ne dira jamais assez la nocivité destructrice, et aussi par le socialisme. Pour échapper à la police, il vient à Paris. Extérieurement, c'est un type superbe d'humanité, la tête large, les yeux clairs et profonds, le nez court, la chevelure et la barbe luxuriantes, le corps gigantesque. Politiquement, c'est un sectaire fanatique, un logicien dur et sans entrailles, un monstre d'orgueil, inaccessible au doute, à l'hésitation, au découragement. Son *Credo* se formule ainsi :

« Nous n'avons pas d'autre patrie que la révolution universelle... L'affranchissement des masses exige que l'on détruise toutes les institutions politiques, religieuses, civiles et sociales, sur lesquelles repose le monde actuel... Il faudra détruire l'Etat, l'Eglise, les tribunaux, les banques, l'administration, la police, l'armée, qui ne sont autre chose que des forteresses élevées par le privilège contre le prolétariat. Il ne suffit pas de les renverser dans un seul pays ; il faut les renverser dans tous les pays, car il existe, entre toutes ces institutions et par-dessus toutes les frontières, une solidarité puissante... La Révolution totale ne peut s'accomplir que par le carnage ; elle dépassera en horreur tout ce que l'histoire a connu, tout ce que l'Occident peut imaginer... »

Herzen disait de Bakounine : « Je sens bouillonner, en lui, le cyclone de la destruction. »

Né en 1814, Bakounine qui fut lié avec notre George Sand et Proudhon, ne mourut qu'en 1876, à Berne. Ayant pris part à la révolution de 1848 en France, puis en Allemagne, il fut arrêté et livré à la police russe ; déporté en Sibérie, il gagna le cœur de la fille du gouverneur d'Irkoutsk, s'évada avec elle en Chine et au Japon, sans qu'elle fût sa maîtresse, se bornant à être son enthousiaste disciple, dans la théorie de l'athéisme nihiliste et de la révolution universelle ! Ils vivront en Suisse, plus tard, faisant des incursions en France, et prêchant inlassablement la révolte, surtout dans le monde paysan russe.

Mais ces deux théoriciens, Herzen et Bakounine, n'étaient pas les seuls à rêver de révolution. Un jour de 1849, la police surprenait un conciliabule et arrêtait d'un coup 23 affidés. Ils furent déférés à un tribunal militaire, incriminés pour « complot d'idées ». Vingt furent condamnés à mort, conduits à l'échafaud, le 22 décembre 1849, puis brusquement graciés et expédiés en Sibérie. Parmi eux se trouvait un écrivain d'un immense talent, Dostoïewsky (1822-1881). Il ne devait plus oublier les affres par lesquelles il avait passé. Pourtant, dix ans plus tard, au retour du bagne, il devait abjurer ses doctrines sociales, prêcher la régénération de la société par le retour aux grandes traditions historiques et religieuses, s'insurger contre le nihilisme, épidémie venue de l'Occident européen. Dostoïewsky est regardé par M. Paléologue comme « le plus puissant créateur d'âmes qu'il y ait eu depuis Shakespeare, » supérieur en cela même à Tourgueniew ou à Tolstoï. Il est plus qu'un romancier, il est un prophète, un visionnaire. Bien des fois on a vu, depuis la guerre, se vérifier ses prévisions.

« C'est par Dostoïewsky, et par lui seul, que l'on peut comprendre Lénine. Toute la tragédie russe du bolchévisme est préfigurée dans les romans du génial écrivain. Telles pages d'*Humiliés et Offensés* (1868), des *Frères Karamazow* (1876), des *Possédés* (1873) ont la valeur d'une apocalypse ou d'une annonciation. »

On comprend avec lui cet aspect de l'âme russe, le besoin d'aller à l'extrême, de franchir toutes les bornes, d'aspirer au royaume de l'absolu, de l'inconnaissable, de l'impossible. C'est lui-même qui écrit :

« Ce qui frappe surtout, chez le Russe, c'est qu'il a toujours besoin d'outrepasser la mesure, d'arriver au